

# Faire face aux réseaux criminels à Dakar

Ismaila Diallo et Mamoudou Ndiaye

## Recommandations

Compte tenu des derniers développements, le gouvernement du Sénégal devrait :

**1** Analyser les réseaux criminels actifs à Dakar afin d'identifier les acteurs clés, la façon dont ils sont connectés, et la façon dont ils interagissent entre eux et avec les secteurs conventionnels, y compris les forces de l'ordre.

**2** Améliorer l'application de la loi en renforçant les capacités de la police, de la gendarmerie, des douanes et du pouvoir judiciaire, en améliorant leurs conditions de travail et en sanctionnant les agents des forces de l'ordre coupables de connivence avec les réseaux criminels.

**3** Adapter les lois pertinentes, telles que le Code pénal et le Code de Procédure pénale, aux défis que posent les réseaux criminels en incluant, par exemple, les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée dans la législation nationale.

**4** Adopter une approche globale du crime organisé qui exploite des sources d'information autres que celles des forces de l'ordre et des institutions publiques.

## Résumé

Le crime organisé lié au trafic de drogue, aux produits pharmaceutiques illicites et à la cybercriminalité, est en recrudescence à Dakar, au Sénégal. Les conséquences pour la gouvernance urbaine vont du risque de saper l'État de droit à celui de voir la gouvernance criminelle affaiblir et remplacer la gouvernance publique. Pour remédier à cette situation, des solutions exhaustives et durables, mettant l'accent sur une collaboration sous-régionale et internationale, sont nécessaires. Le gouvernement doit identifier les acteurs concernés, améliorer l'application de la loi, adapter les lois pertinentes aux nouveaux besoins, et adopter une approche globale du problème, tout en faisant participer la société civile à la recherche de solutions.

JUSQU'À RÉCEMMENT, le crime organisé n'était pas considéré comme un problème sérieux à Dakar. Mais depuis 2013, les activités des réseaux criminels sont devenues plus visibles dans la ville et sont relayées par les médias et les dossiers judiciaires. Les activités criminelles qui ont été relatées sont liées au trafic de drogues, aux produits pharmaceutiques illicites et à la cybercriminalité. Tout indique que ces activités génèrent des fonds considérables pour le blanchiment d'argent. Au cours des trois dernières années, il est apparu que certains responsables ou agents des forces de l'ordre ont agi de connivence avec des criminels, ce qui constitue une inquiétude

majeure pour les autorités et l'opinion publique. Le caractère transnational des réseaux criminels et la participation croissante des femmes dans ces réseaux sont évidents. Cette situation oblige le gouvernement et l'opinion publique à revoir leurs positions sur le crime organisé à Dakar en vue de remédier à certaines de ses implications négatives sur la gouvernance urbaine.

Les implications sur la gouvernance urbaine vont du risque de saper (et donc de réduire la confiance dans) l'État de droit à celui de voir la gouvernance criminelle affaiblir et remplacer la gouvernance publique. Dans un tel contexte, il est nécessaire

de reconsidérer les attitudes dominantes et les approches actuelles vis-à-vis du crime organisé, et de réfléchir à la manière dont cette criminalité peut affecter la gouvernance. Des solutions exhaustives et durables sont par conséquent nécessaires.

Le crime organisé menace la gouvernance soit en la défiant, soit en corrompant les fonctionnaires. Si les institutions étatiques sont supplantées par les réseaux criminels, il en résulte une gouvernance criminelle que l'on peut définir comme l'existence de sources d'autorité parallèles aux institutions publiques et gérées par des réseaux criminels. Cela ne veut pas nécessairement dire que les réseaux criminels remplacent l'État, mais plutôt qu'ils existent aux côtés des structures de l'État, en fournissant des produits et des services (pas uniquement illégaux ou illicites) que l'État ne fournit pas ou ne peut pas fournir, y compris des emplois. Les acteurs principaux des réseaux criminels deviennent des sources d'autorité qui apportent (sur demande des membres de la communauté) des mécanismes de résolution des conflits, un soutien social et une protection. La tendance des réseaux criminels à recourir à la violence augmente leur contrôle social et leur légitimité.<sup>1</sup> Ils peuvent même créer l'impression qu'ils existent pour le bien de la communauté, ce qui n'est pas le cas. Cependant, cet enracinement des réseaux criminels veut dire que des mesures de justice pénale à elles seules ne suffisent pas pour les chasser des communautés dans lesquelles ils prennent racine.

### Reconsidérer la situation: reconnaître l'étendue du problème

Jusqu'à récemment, les autorités publiques et l'opinion publique semblaient ne pas accepter le développement d'une criminalité structurée au Sénégal en général, et à Dakar en particulier. La situation

criminelle dans la ville était perçue comme étant sous contrôle. Tout au plus, la police et la gendarmerie étaient prêtes à concéder que Dakar était un « point de transit » pour le trafic de drogues. À l'exception peut-être des cybercriminels, Dakar n'était pas considérée comme abritant des réseaux criminels. Cependant, les derniers développements suggèrent que cette position doit être reconsidérée. Ces développements incluent notamment l'augmentation de

### La criminalité en réseau menace la gouvernance soit en la défiant, soit en corrompant les fonctionnaires

l'incidence et des volumes des saisies de drogues et de produits pharmaceutiques contrefaits, les origines sous-régionales des suspects arrêtés, et la complicité (participation) supposée des agents des forces de l'ordre.

Les marchés criminels se sont rapidement développés à Dakar au cours des dernières années et les agents des forces de l'ordre ont saisi des quantités importantes de cannabis et de cocaïne entre fin 2013 et mai 2014. Au cours des derniers mois, il ne s'est pratiquement pas passé une semaine sans une saisie de drogues ou une arrestation de trafiquants de drogues.

Au début du mois de mai 2014, la section des enquêtes judiciaires de la Gendarmerie nationale, avec l'aide de la Marine nationale, a saisi une tonne de cannabis sur la plage de Soumbédioune, un important marché de poissons à Dakar. Les drogues étaient transportées dans un canoë en provenance de la Casamance, dans le sud du Sénégal, et parmi les sept personnes arrêtées se trouvait un ressortissant Bissau-guinéen. Toujours en mai, et avec la coopération d'Interpol, la section des enquêtes judiciaires a saisi une quantité importante de produits pharmaceutiques contrefaits

à Touba (la ville religieuse la plus célèbre du pays) et à Diabobé (le plus grand marché hebdomadaire de la sous-région).

Quelques jours plus tard, un policier travaillant à l'Office Central pour la Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS) a été arrêté alors qu'il était sur le point de recycler et de vendre des boulettes de cocaïne à un trafiquant de drogue nigérian à Dakar.<sup>2</sup> Il a accusé ses collègues, y compris ses supérieurs à

l'OCRTIS, de complicité. Ce cas a rappelé un incident similaire survenu en 2013 dans lequel un ancien chef de l'OCRTIS a été accusé par son prédécesseur d'être lié à des trafiquants de drogue nigériens.<sup>3</sup> Ces deux exemples ont soulevé des questions sur la relation entre les réseaux criminels et les acteurs étatiques, poussant le ministre de l'intérieur à promettre d'agir pour restaurer la confiance du public dans la Police nationale.

Au cours du même mois (mai 2014), les agents de l'OCRTIS ont saisi un peu plus d'une tonne de cannabis à Pout, une petite ville située à environ 56 km au sud de Dakar. Le trafiquant de drogue, un ressortissant malien, a été arrêté et une enquête est en cours.

À la lumière de ce qui précède, au-delà du volume et de la récurrence des saisies de produits illicites, on a constaté la participation de ressortissants de pays voisins, ce qui donne une dimension sous-régionale au trafic de drogues au Sénégal.

### Conséquences pour la gouvernance urbaine à Dakar

les réseaux criminels qui représentent la menace la plus grande pour la

gouvernance ne sont probablement pas ceux qui s'adonnent à une criminalité violente contre les personnes, mais ceux qui sont au centre d'une criminalité axée sur le marché, c.-à-d. qui dépendent des marchés en voie de développement pour les produits et les services. On peut mieux en saisir la raison en considérant ce que Von Lampe

et les institutions économiques et publiques légitimes. Elle fait plus précisément référence aux facilitateurs des interactions entre les criminels et les institutions conventionnelles, telles que le gouvernement et les entreprises. La corruption, la collusion ou le blanchiment du produit de la criminalité sont des moyens utilisés pour opérer ces transactions.

## Les marchés criminels se sont rapidement développés à Dakar au cours des dernières années

a décrit comme le « microcosme social de l'entrepreneuriat illégal ». <sup>4</sup> Celui-ci possède trois éléments, dont le premier est composé de co-délinquants, c.-à-d. le collectif des malfaiteurs qui gèrent l'entreprise et dont la seule motivation est la rétribution ou le gain financier.

La deuxième dimension est le réseau social dans lequel ces co-délinquants sont enracinés. Celui-ci inclut les familles des co-délinquants et les relations commerciales, sociales ou religieuses qu'ils peuvent entretenir. Ces relations représentent la base sur laquelle repose la confiance entre les délinquants et les acteurs qui ne sont pas nécessairement des délinquants. Ces acteurs peuvent être innocents de toute criminalité, mais peuvent être utilisés pour fournir un soutien infrastructurel ou des renseignements utiles. Dans certaines relations, ces acteurs, qui sont en marge de la plupart des activités du réseau criminel, peuvent offrir un lieu de refuge ou accorder des faveurs au délinquant, selon les besoins, par exemple pour saper une enquête ou empêcher des poursuites judiciaires.

La troisième dimension de ce microcosme, qui est tout aussi importante, est composée des transactions entre les délinquants

et les institutions économiques et publiques légitimes. La complicité présumée des agents des forces de l'ordre avec les revendeurs de drogues est une préoccupation majeure pour les autorités publiques et l'opinion publique. Le risque d'affaiblir la confiance du public dans l'État de droit est clair, ce qui explique les déclarations du ministre de l'intérieur mentionnées ci-dessus. <sup>5</sup> Ceci dit, en se préoccupant de la complicité visible des policiers, qui capte l'attention des médias et du public, on risque d'oublier l'objectif important qui consiste à suivre les autres aspects du microcosme dans lesquels les criminels concernés opèrent. Le collectif des délinquants qui gèrent les entreprises criminelles, dont une partie uniquement est visible, doit être déterminé.

Les acteurs les plus impliqués dans le trafic de drogues à Dakar peuvent être identifiés grâce aux dossiers des affaires traitées. C'est en particulier le cas avec le trafic de cannabis, où la marchandise provient soit du Sénégal ou du Mali. Ces acteurs incluent les exploitants d'entreprise de transport, de messagerie et les propriétaires de lieux d'entreposage. Plus le chargement est grand, plus le cercle des acteurs impliqués est grand. Les grands chargements, qui doivent être contrôlés à la frontière, nécessitent un passage par les douanes, et les agents de dédouanement font parfois aussi partie du réseau.

---

1 tonne

---

LA QUANTITÉ DE CANNABIS  
SAISIE À POUT, AU SUD DE  
DAKAR, EN MAI 2014

---

Dans certaines affaires potentiellement importantes, il a été difficile d'obtenir la condamnation de grands groupes.<sup>6</sup> Cela peut être dû à plusieurs facteurs: une législation défavorable, un mauvais profilage des réseaux ou des poursuites inadéquates. Dans certains cas, l'accusation a eu beaucoup de mal à établir que les suspects étaient des membres d'un cartel ou d'une association criminelle s'adonnant au trafic de drogues,<sup>7</sup> en particulier dans

particulièrement inquiétante. D'après les médias, la plupart des femmes impliquées dans le trafic de drogues sont au chômage, vivent à Dakar et sont mariées à des Nigériens.<sup>10</sup>

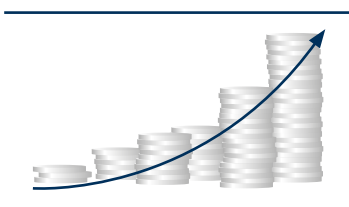
Les délinquants se nourrissent de la confiance qui règne au sein des réseaux sociaux. Ceux-ci possèdent plusieurs fondations et se présentent sous de nombreuses formes. Une analyse des cas recensés pointe vers les fondations potentielles suivantes:

### La complicité présumée des agents des forces de l'ordre avec les revendeurs de drogues est une préoccupation majeure

les affaires de cocaïne ou d'héroïne. Il semble que les délinquants visibles soient les passeurs de drogue arrêtés à Dakar, alors que leurs fournisseurs et intermédiaires restent anonymes.<sup>8</sup> Il est évident qu'une partie de la cocaïne est transportée par la mer vers le Sénégal et transite par des points d'entrée non contrôlés au sud de Dakar.<sup>9</sup> De nombreuses propriétés qui pourraient être utilisées pour entreposer les chargements en attente de réacheminement bordent certains bords de mer. Malheureusement, le manque d'information fait que la dimension la plus basique du microcosme social des réseaux criminels reste inachevée.

La participation croissante des femmes dans le trafic de drogues et les activités de cyber criminalité n'a pas été étudiée de manière approfondie. Leur contribution va d'une participation active en tant qu'acteurs principaux et complices, à une assistance passive. Cette participation est largement documentée dans les dossiers judiciaires et les médias. Les femmes sont considérées comme des acteurs clés du processus de développement, ce qui rend cette tendance

- **Ethniques.** Les auteurs partagent les mêmes origines ethniques ou simplement la même nationalité.
- **Religieuses.** Un réseau criminel exploite la solidarité au sein d'une communauté religieuse pour dissimuler des activités répréhensibles, pour éviter des enquêtes par les institutions étatiques ou pour échapper carrément aux poursuites judiciaires. Lors de certaines cérémonies religieuses, certains réseaux abusent de la facilité d'accès dans le pays des pèlerins pour introduire illégalement des produits illicites.
- **Politiques.** Les principaux acteurs des réseaux criminels cherchent à protéger du mieux possible les transactions illicites en tissant ou en renforçant les liens avec les partis politiques au sein du gouvernement, et avec les personnes ayant de fortes chances d'accéder au pouvoir lors des élections. Les affinités ethniques et religieuses peuvent faciliter ce processus.
- **Les réseaux sociaux** des organisations criminelles reposent sur des bases ethniques, religieuses et politiques]



LA VULNÉRABILITÉ AU  
BLANCHIMENT D'ARGENT  
S'EXPLIQUE PAR LES SERVICES  
DE CHANGE INFORMELS  
DONT LE NOMBRE N'A CESSÉ  
D'AUGMENTER DEPUIS LE  
MILIEU DES ANNÉES 1990

Ces réseaux sociaux sont utiles d'une part parce qu'ils peuvent aider les criminels à combiner leurs activités illicites avec des entreprises légitimes et d'autre part, parce qu'ils garantissent leur impunité face aux poursuites judiciaires. Les gens avec lesquels les criminels tissent des liens sociaux peuvent ne pas être au courant des crimes que commettent ces criminels.

## L'immobilier est un secteur attractif pour les blanchisseurs d'argent du monde entier

La stabilité politique, sociale et économique relative du Sénégal attire les investisseurs de tout genre, y compris les réseaux criminels cherchant à blanchir le produit du crime économique organisé. L'économie de Dakar est vulnérable pour plusieurs raisons. Premièrement, comme dans d'autres villes de la région, les transactions en espèces sont courantes. Les secteurs à fortes liquidités incluent le commerce de détail, l'immobilier et les transports publics. La vulnérabilité au blanchiment d'argent s'explique par les services de change informels dont le nombre n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années 1990. L'importance stratégique des monnaies fortes comme réserves avantageuses de valeur traduit l'importance des services de change pour le blanchiment d'argent. La plupart des transactions sont conclues en espèces et ne sont jamais documentées, c'est-à-dire et sans facture. En plus des bureaux officiels, il existe un nombre indéterminé de points informels tels que 'Keur Serigne bi' au centre-ville de Dakar, qui est aussi un centre pour le commerce des produits pharmaceutiques contrefaits ou détournés.

L'immobilier a été identifié comme un secteur attractif pour les blanchisseurs d'argent du monde entier. En l'absence de mesures législatives et réglementaires

rigoureuses, les villes enregistrant une croissance démographique rapide peuvent représenter un terrain fertile pour blanchir l'argent à travers des transactions immobilières. Le Groupe d'Action financière a identifié les facteurs clés qui rendent l'immobilier vulnérable à l'abus à travers la dissimulation, la facilitation ou le soutien des crimes économiques et la corruption.<sup>11</sup> Parmi

ces facteurs, les plus importants sont que l'immobilier:

- est prestigieux;
- a une valeur qui est difficile à quantifier de manière objective, en raison de l'impact de la spéculation, des inefficacités du marché ou d'une régulation inadéquate;
- facilite la dissimulation du vrai propriétaire à travers l'utilisation d'entités anonymes, habituellement des trusts;
- crée des possibilités d'accumuler des fonds « propres » à travers les prix de location ou d'achat;
- fournit des locaux pour commettre d'autres crimes;
- crée une apparence de prospérité, rendant ainsi politiquement impopulaire d'entraver son développement.

Ayant réalisé plusieurs études des typologies du blanchiment d'argent dans les pays d'Afrique de l'Ouest, le Groupe d'action internationale contre le blanchiment d'argent a lié l'immobilier à certains types de crimes économiques qui incluent l'évasion fiscale, le trafic de drogues, la corruption de haut niveau, et les crimes contre les personnes dont la fraude, le vol et la cybercriminalité.<sup>12</sup>

Dans un environnement dominé par l'argent liquide, on sait que le produit de ces activités criminelles est blanchi à travers l'une des trois phases du cycle conventionnel de blanchiment d'argent. Au cours de la première phase (placement), le produit est utilisé pour acquérir le terrain et les matériaux de construction, ou pour acheter une propriété. Le produit peut aussi être avancé sous forme de « prêt » pour acheter ou développer un bien immobilier. Un prêt provenant d'une source autre qu'une institution financière dans une transaction « sans lien de dépendance » peut facilement permettre aux fonds criminels d'être réinjectés dans l'économie à partir d'une source corrompue, telle qu'une activité criminelle. Il s'agit de la deuxième phase du cycle de blanchiment. Au cours de la troisième phase, un criminel peut aussi blanchir le produit d'une activité criminelle en l'utilisant pour acquérir un bien immobilier après qu'il ait été « séparé » de l'activité criminelle à travers un dépôt dans une institution financière.

Au moment de la rédaction du présent document, et d'après les volumes et les prix, l'immobilier semblait enregistrer une croissance rapide à Dakar et dans certaines villes environnantes, et notamment Saly-Mbour. Ce simple fait ne pourrait justifier la constatation qu'une telle croissance dénote un regain de l'incidence du crime économique en réseau dans la ville. Cependant, il sert de base à un examen minutieux structuré pour déterminer les aspects associés au financement, à l'imposition et à la propriété du bien immobilier en question.

Voici certains des indicateurs à explorer:

- Le financement provenait-il d'un individu ou d'une entreprise?
- L'acquisition ou le développement a-t-il été financé par un prêt ou une hypothèque?

- Le financement provenait-il d'une source anonyme?
- Le propriétaire bénéficiaire est-il impliqué dans des activités à forte concentration de liquidités, telles que les hôtels, les restaurants, les transports publics et la construction, le développement d'infrastructures touristiques ou de casinos?
- La transaction fait-elle partie d'une série dans laquelle un bien immobilier est l'objet de plusieurs transactions?
- le revenu de l'acheteur;
- la date de création de l'acheteur (dans le cas de personnes morales).

### Le besoin de réponses exhaustives

Les conditions dans lesquelles les agents des forces de l'ordre travaillent constituent l'une des caractéristiques préoccupantes concernant l'application de la loi à Dakar. Leur capacité à fournir un service est souvent limitée

## Une enquête portant sur toutes les transactions immobilières conclues à Dakar sur une période raisonnable est nécessaire

- Le prix d'achat est-il disproportionné par rapport à la valeur objective de la propriété dans une mesure qui ne peut pas être expliquée par une spéculation légitime?

Une telle enquête permettrait, entre autres choses, de créer une base de données de toutes les transactions immobilières conclues à Dakar sur une période raisonnable, par exemple les derniers 12 mois, contenant les données suivantes:<sup>13</sup>

- une description de toutes les propriétés vendues et leurs emplacements;
- la prix d'achat de chaque bien immobilier;
- la nom et date de naissance du vendeur et de l'acheteur;
- la pourquoi pas le « sexe » ? Des personnes physiques;
- la forme juridique des personnes morales;
- le montant de l'hypothèque;
- la source de l'hypothèque;
- la valeur estimative de la propriété;

par le manque de ressources de base (véhicules ou carburant, par exemple). Un atelier organisé en décembre 2013 sur la gouvernance criminelle à Dakar a permis de mettre en évidence les problèmes logistiques rencontrés pour mettre en œuvre les mesures contre le trafic de marchandises contrefaites. Ces problèmes démoralisent les agents des forces de l'ordre et sapent leurs efforts. D'une part, ces problèmes rendent les agents des forces de l'ordre vulnérables et corrompibles, et d'autre part, ils portent atteinte à leur image aux yeux du public. Leur complicité présumée avec les activités criminelles détériore cette perception.

Les liens sous-régionaux au sein des réseaux criminels actifs dans la région ont été relevés dans des rapports successifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Les affaires judiciaires classées indiquent que ces liens sont présents dans les réseaux actifs à Dakar. D'aucuns suggèrent que les règles de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui permettent la libre circulation des biens et des personnes, pourraient avoir mis à mal la capacité



L'UNE DES CARACTÉRISTIQUES PRÉOCCUPANTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOI À DAKAR EST LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LES AGENTS DES FORCES DE L'ORDRE TRAVAILLENT

des agences de réglementation et des forces de l'ordre à détecter la circulation transfrontalière de contrebande.

Le développement rapide des réseaux criminels composés de ressortissants de la sous-région souligne la nécessité d'une collaboration sous-régionale. En effet, étant donné que les criminels entretiennent des relations sous-régionales, les stratégies pour les combattre devraient aussi être sous-régionales, d'autant plus que les

L'objectif de cet accord, appelé le "Plan Sahel", est de renforcer la coopération entre les deux pays pour combattre le terrorisme et le trafic de drogues dans le contexte de la guerre au Mali et la prise d'otages dans la région, y compris de ressortissants étrangers.

Une analyse des politiques et mesures administratives met en évidence les lacunes de la gouvernance publique au Sénégal. En principe, il existe un bon cadre juridique et réglementaire, bien

of *Southern African Studies* 38(4) (2012), 787–807.

- 2 G Coly, *Affaire Ibrahima Dieng*, de l'OCRTIS: Awa Thiam, une drôle de dame au passé trouble, 17 mai 2014, <http://www.enqueteplus.com/content/affaire-ibrahima-dieng-de-locrtis-awa-thiam-une-dr%C3%B4le-de-dame-au-passe%C3%A9-trouble>.
- 3 Allodakar, *Drugs in the police: agent OCRTIS tomb with cocaine*, 13 mai 2014, <http://allodakar.com/?p=9248&lang=en>.
- 4 K von Lampe 2007, *Criminals are not alone: some observations on the social microcosm of illegal entrepreneurs in PC Duyne, A Maljevic, M van Dijck, K von Lampe and J Harvey (eds), Crime business and crime money in Europe: the dirty linen of illicit enterprise*, Nijmegen: Wolf Legal, 2007, 131–155.
- 5 Leral.net, *Drogue dans la police: Macky lance la traque aux 'ripoux'*, 18 mai 2014, [http://www.leral.net/Drogue-dans-la-Police-Macky-lance-la-traque-aux-ripoux\\_a113542.html](http://www.leral.net/Drogue-dans-la-Police-Macky-lance-la-traque-aux-ripoux_a113542.html).
- 6 *Bakary Diakite & 4 others*, Arrêt de la cour d'assises N° 18, 27/01/2012.
- 7 Procureur général v Djiby Sy. Cour d'assises de Dakar, Première séance, Arrêt N° 49, 16/12/2011.
- 8 Dans l'affaire du *Procureur Général v Dulcina Fernandes Tavares* (2011), une femme originaire du Cap Vert a été arrêtée à l'aéroport de Dakar en provenance de Sao Paulo. Elle a été par la suite inculpée pour avoir importé 15 kg de cocaïne au Sénégal et condamnée à une peine de prison de dix ans.
- 9 D'après des interviews et des observations de terrain menées dans la région de Saly-Mbour en mars 2014.
- 10 Coly, *Affaire Ibrahima Dieng*, de l'OCRTIS.
- 11 GAFI (Groupe d'action financière), *Money laundering & terrorist financing through the real estate sector*, Dakar: FATF, juin 2007.
- 12 GIABA (Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest), *Typologies of money laundering through the real estate sector in West Africa*, Report, Dakar: GIABA, 2009.
- 13 Cette liste est adaptée de J Ferwerda, *The multi-disciplinary economics of money laundering*, Tjalling C Koopmans Institute Discussion Paper 14-07, 2012, <http://www2.econ.uu.nl/users/unger/Ferwerda/publications.html>.
- 14 P Gastrow, *Transnational organised crime: the stepchild of crime-combating priorities*, ISS Policy Brief 46, Pretoria: ISS, Octobre 2013.
- 15 BBC Afrique, *Sécurité: Manuel Valls au Sénégal*, novembre 2013, [http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2013/11/131115\\_senegal\\_valls.shtml](http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2013/11/131115_senegal_valls.shtml).
- 16 Voir GIABA (Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent), *Anti-money laundering and combating the financing of terrorism*, Mutual Evaluation Report, Dakar: GIABA, mai 2008.

## Le développement rapide des réseaux criminels composés de ressortissants de la sous-région souligne la nécessité d'une collaboration sous-régionale

frontières de l'Afrique de l'Ouest sont considérées comme poreuses.

Si l'on va plus loin dans ce raisonnement, une approche internationale pour lutter contre les réseaux criminels est aussi nécessaire dans la sous-région. Comme la plupart des drogues dures qui transitent par Dakar proviennent d'Amérique du Sud, et essentiellement de Colombie, la coopération devrait non seulement être sous-régionale mais également internationale. Dans ce but, le soutien pourrait provenir des mécanismes existants, à la fois aux niveaux des politiques et de l'administration (traités de l'ONU, Interpol, etc.). Certains auteurs, parmi lesquels Gastrow, ont exploré de manière approfondie ce point de vue.<sup>14</sup>

Les mesures qui doivent être prises doivent renforcer les politiques et les mesures d'application de la loi, faire participer des acteurs autres que les institutions étatiques et être mises en œuvre de manière rigoureuse. À cet égard, le Sénégal et la France ont signé un accord de partenariat lors de la visite à Dakar de Manuel Valls, le ministre de l'intérieur français en novembre 2013.<sup>15</sup>

qu'il puisse être amélioré.<sup>16</sup> Par exemple, les peines prévues dans le Code pénal sénégalais pour les contrefaçons sont très légères (un maximum de deux à cinq ans d'emprisonnement).

Le manque de renseignements criminels souligne la nécessité de repenser la gestion de ce domaine d'activité de la police. Souvent, il n'existe que peu, voire aucune statistique sur les types de crimes et l'incidence du crime. Quand elles existent, les chercheurs, les parties intéressées, en dehors des cercles des forces de l'ordre, et les analystes de crime ont du mal à y accéder; ce qui constitue un obstacle majeur pour surveiller les tendances des activités criminelles et mener des recherches sur les réseaux criminels. Étant donné que ces activités affectent la gouvernance, il s'agit là d'une question essentielle d'intérêt public. Si l'État veut accroître son impact sur les réseaux criminels, il doit faire participer d'autres acteurs issus à la fois de la société civile et de la communauté locale.

### Notes

- 1 D Lambrechts, *The impact of organised crime on state social control: organised criminal groups and local governance on the Cape Flats*, Le Cap, Afrique du Sud, *Journal*

## À propos des auteurs

Ismaila Diallo est inspecteur des impôts et domaines et travaille pour l'administration publique sénégalaise depuis 2005. Il a dirigé le Bureau des Etudes de la Direction générale des Impôts et des Domaines de janvier 2009 à mars 2014, avant d'être nommé conseiller technique au Ministère de l'Économie et des Finances. Il prépare actuellement un programme commun de doctorat en économie à l'Université d'Auvergne et au Centre d'études et de recherche sur le développement international à Clermont-Ferrand (France).

Mamoudou Ndiaye est un juriste conseil qui possède une vaste expérience en matière de droit criminel international, de litiges concernant les droits de la personne, et d'interface entre la criminalité et l'administration municipale. Depuis le début de l'année 2014, il étudie et analyse les réseaux criminels actifs à Dakar et les facteurs qui expliquent leur apparente résilience.

## À propos de l'ISS

L'Institut d'Études de Sécurité est une organisation africaine qui vise à améliorer la sécurité humaine sur le continent. Il mène des travaux de recherche indépendants et pertinents, propose des analyses et conseils stratégiques d'expert, des formations pratiques ainsi qu'une assistance technique.

## Remerciements



International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Cette note de politique générale a été rendue possible grâce au soutien du Centre de Recherches pour le Développement International. L'Institut d'Études de Sécurité (ISS) est reconnaissant du soutien apporté par les membres suivants du Forum des Partenaires de l'ISS : les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, de la Finlande, du Japon, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis.

© 2014, Institut d'Études de Sécurité

Les Droits d'auteur sur l'intégralité du volume sont conférés à l'Institut d'Études de Sécurité, et le présent document ne peut en aucun cas être reproduit en intégralité ou en partie, sans la permission écrite expresse des deux auteurs et des éditeurs.

Les opinions exprimées dans les présentes ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses fiduciaires, des membres du Conseil Consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS en leur qualité personnelle.

## ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court,  
361 Veale Street  
New Muckleneuk,  
Pretoria, South Africa  
Tel: +27 12 346 9500  
Fax: +27 12 460 0998  
pretoria@issafrica.org

## ISS Addis Ababa

5th Floor, Get House  
Building, Africa Avenue,  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: +251 11 515 6320  
Fax: +251 11 515 6449  
addisababa@issafrica.org

## ISS Dakar

4th Floor, Immeuble Atryum  
Route de Ouakam,  
Dakar, Senegal  
Tel: +221 33 860 3304/42  
Fax: +221 33 860 3343  
dakar@issafrica.org

## ISS Nairobi

Braeside Gardens,  
off Muthangari Road  
Lavington, Nairobi, Kenya  
Tel: +254 20 266 7208  
Fax: +254 20 266 7198  
nairobi@issafrica.org

[www.issafrica.org](http://www.issafrica.org)

ISS Note de  
Politique Générale No 65



9 771026 040004